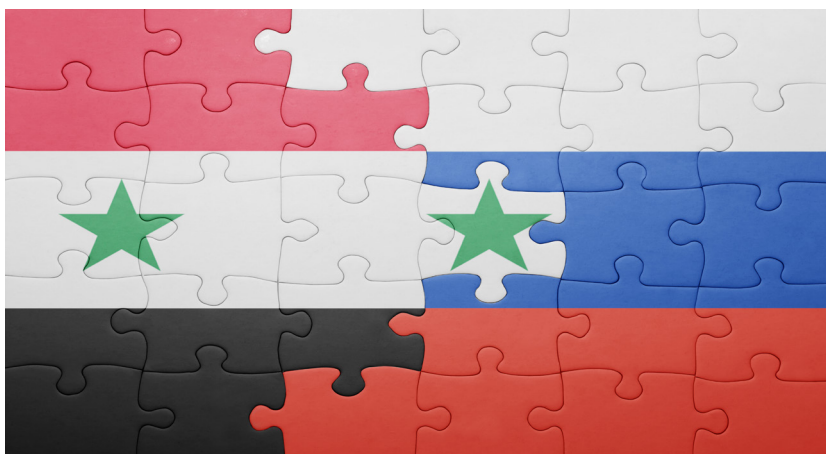


La diplomatie russe au Moyen-Orient : retour à la géopolitique



Alexandre CHOUMILINE

Mai 2016

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une association reconnue d’utilité publique (loi de 1901). Il n’est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l’Ifri s’impose comme un des rares think tanks français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 978-2-36567-560-4

© Tous droits réservés, Ifri, 2016

Comment citer cette publication :

Alexandre Choumiline, « La diplomatie russe au Moyen-Orient : retour à la géopolitique », *Russie.Nei.Visions*, n° 93, mai 2016.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Ifri-Bruxelles

Rue Marie-Thérèse, 21 1000 – Bruxelles – BELGIQUE

Tél. : +32 (0)2 238 51 10 – Fax : +32 (0)2 238 51 15

E-mail : bruxelles@ifri.org

Site internet : ifri.org

Russie.Nei.Visions

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldova, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

L'auteur

Alexandre Choumiline, docteur en sciences politiques, est l'auteur de nombreux travaux consacrés aux relations États-Unis/UE – Russie – Moyen-Orient. Il est le directeur du Centre d'analyse des conflits au Moyen-Orient à l'Institut d'études des États-Unis et du Canada de l'Académie des sciences de Russie. Diplômé du MGIMO en 1976, il a été journaliste à la Télévision et Radio d'État de l'URSS, chercheur à l'Institut d'études orientales de l'Académie des sciences de l'URSS, traducteur au Yémen (1980), collaborateur de l'ambassade soviétique en Tunisie (1982-1985), directeur du bureau des journaux russes (руководителем бюро российских газет) en Algérie (1988-1991), au Caire (1991-1997) et, dans le même temps, à Abou Dhabi (1993-1997). Il est l'auteur de nombreuses monographies sur le Moyen-Orient. Parmi ses dernières publications :

- *Politika SŠA na Bližnem Vostoke v kontekste « Arabskoj vesny »* [La politique des États-Unis au Moyen-Orient dans le contexte du « Printemps arabe »], Éditions *Meždunarodnye otnošeníâ*, Moscou, 2015, 335 p.
- « *The Syrian Crisis and Russia's Approach to the Gulf* », Gulf Research Center, 2014, 30 p.
- « *Rossiâ i "novye èlity" stran "Arabskoj vesny" : vozmožnosti i perspektivy vzaimodejstviâ* » [La Russie et les « nouvelles élites » des pays du « Printemps arabe » : possibilités et perspectives de coopération], RSMD, *Rabočaâ tetrad'*, n° 5, 2013.
- *Rossiâ i SŠA na Bližnem Vostoke : partnèry-sopèrniki* [La Russie et les États-Unis au Moyen-Orient : partenaires et concurrents], Éditions *Rus'-Olimp*, Moscou, 2011, 351 p.

Résumé

De l'époque soviétique à nos jours, l'approche de Moscou à l'égard du Moyen-Orient a connu une évolution significative, passant de la création d'une zone d'influence dans un contexte de confrontation avec l'Occident (URSS) à une perception de la région fondée essentiellement sur les intérêts économiques (années 1990) et, enfin, à la vision pragmatique qui prévaut actuellement. Cette dernière phase constitue, de fait, une symbiose des deux étapes précédentes : aujourd'hui, le Moyen-Orient est pour la Russie à la fois un terrain de manœuvres militaro-politiques dans le cadre de sa confrontation avec l'Occident ; un débouché potentiellement prometteur pour la production russe d'équipements militaires modernes, de machines et de véhicules lourds ; et une source potentielle de financement (crédits, investissements).

L'approche pragmatique adoptée par Moscou à l'égard du Moyen-Orient est actuellement mise à l'épreuve par la crise syrienne. Les actions de la Russie en Syrie (au plan militaire comme politique) suscitent plusieurs interrogations. Dans quelle mesure cette intervention correspond-elle aux intérêts régionaux de la Russie et renforce-t-elle son influence dans le monde arabe ? Quelle doit être la stratégie à long terme de la Russie dans cette région, étant donné qu'une stratégie durable ne doit pas dépendre de la présence au pouvoir de personnalités politiques concrètes, que ce soit en Russie ou dans les pays de la région ? Le présent article vise à retracer l'évolution de la politique moyen-orientale de Moscou et à évaluer les conséquences de la crise syrienne sur sa position dans la région.

Sommaire

INTRODUCTION.....	5
UN PRAGMATISME À TENEUR ANTI-OCCIDENTALE	6
LE THÉÂTRE D'OPÉRATIONS SYRIEN ET LE CONTEXTE INTÉRIEUR RUSSE.....	11
ENTRE DOGME ET RÉALITÉ.....	15
LES MULTIPLES USAGES DE L'ATTAQUE AÉRIENNE	18
À LA RECHERCHE D'UNE STRATÉGIE DE SORTIE.....	21
CONCLUSION	24

Introduction

De nombreux experts tendent à comparer la politique moyen-orientale que la Russie a conduite au cours des dix dernières années à celle de l'URSS en son temps, à savoir une politique plutôt constante, misant au besoin sur la force (crise syrienne), mais, surtout, résolument opposée à celle de l'« Occident collectif » (les États-Unis et l'Union européenne). Cette vision n'est que partiellement juste : en réalité, on assiste depuis le début de ce siècle à une symbiose entre des éléments de la politique de Moscou datant de l'époque de la guerre froide et de celle qu'a menée la Russie postsoviétique dans les années 1990.

Il faut comprendre qu'aussi bien à la période soviétique que postsoviétique, l'approche de Moscou envers le Moyen-Orient a toujours été influencée par l'état de ses relations avec les pays occidentaux, notamment les États-Unis. En effet, si pendant la guerre froide, l'URSS s'était confrontée à l'Occident dans la région par le biais de ses alliés-satellites, qu'elle finançait sans compter, la Russie des années 1990 s'est à l'inverse efforcée de tirer des bénéfices économiques de ses relations avec les pays de la zone, optant souvent, vis-à-vis des conflits au Moyen-Orient, pour une posture alignée sur celle de l'Occident. Aujourd'hui, l'avenir de la Russie au Moyen-Orient est largement dessiné par son action dans la crise syrienne — une action dont la nature est perçue très différemment par Moscou et par les capitales occidentales.

Cet article examine les particularités de l'approche russe envers le dossier syrien, facteur essentiel dans la formation de la politique moyen-orientale russe dans son ensemble. Les initiatives russes en Syrie (sur le plan militaire comme politique) suscitent plusieurs interrogations. Dans quelle mesure cette intervention correspond-elle aux intérêts régionaux de la Russie dans leur ensemble et renforce-t-elle son influence dans le monde arabe ? Et quelle doit être la stratégie à long terme de la Russie dans cette région, étant donné qu'une stratégie durable ne peut pas, par définition, dépendre de la présence au pouvoir de personnalités politiques concrètes, que ce soit en Russie ou dans les pays du Moyen-Orient ?

Un pragmatisme à teneur anti-occidentale

À la différence des autorités de l'URSS, les autorités de la Russie post-soviétique ne se donnent pas pour objectif d'accroître leur poids dans la région en s'assurant la loyauté de « pays-clients » par la mise en place de liens de dépendance étroits dans les domaines de la coopération militaro-technique ou de l'aide économique. Autrement dit, Moscou ne se fixe pas l'objectif de créer sa propre zone d'influence dans la région.

Il convient de rappeler que pendant la période de la guerre froide, les relations de Moscou avec certains pays arabes répondaient à une logique de confrontation avec l'Occident et au concept idéologique de « construction du socialisme dans le monde en développement ». De fait, les pays du Moyen-Orient étaient alors divisés en deux camps : les « pro-occidentaux » et les « pro-soviétiques ». L'URSS assurait à ses clients des conditions préférentielles en matière de livraison d'armes et de financement de projets économiques, généralement à crédit. Dans de nombreux cas, il était clair que ces crédits n'allaient jamais être remboursés, mais le principe « la politique d'abord, l'économie ensuite » prévalait. Aujourd'hui, la Russie s'efforce de coopérer dans ces domaines avec la quasi-totalité des pays solvables de la région (à la différence de l'Union soviétique, qui n'avait pas accès à certains marchés comme, par exemple, ceux des riches monarchies du Golfe) — et cela, sur une base foncièrement économique.

Rappelons que c'est dans les années 1990, sous la présidence de Boris Eltsine, que la Russie a commencé à voir le Moyen-Orient avant tout comme un débouché pour sa production militaire¹ et une source de financements accordés sous forme d'emprunts et de crédits². Aujourd'hui,

1. La Russie vend divers types d'armements à la plupart des pays arabes : des avions de chasse et des batteries de missiles sol-air à la Syrie, à l'Algérie et à l'Irak, des blindés au Koweït, aux Émirats arabes unis, à l'Autonomie palestinienne, etc. Elle vend également des camions, des véhicules légers et divers équipements à l'Égypte, à la Syrie, aux Émirats arabes unis, etc.

2. Les fonds souverains des Émirats arabes unis, du Koweït, du Bahreïn et du Qatar investissent en Russie ; le pays a également obtenu des crédits de la part de plusieurs monarchies du Golfe ; une tentative est en cours pour créer un mécanisme de coopération entre le système financier russe et la finance islamique.

Pour plus de détails, voir « Rossiâ zamenit zapadnye kredity islamskim finansirovaniem » [La Russie va remplacer les crédits occidentaux par des financements islamiques], *Conseil d'affaires russo-arabe*, 29 juin 2015, disponible sur : www.russarabbc.ru.

la région reste en grande partie perçue de la même manière : il suffit, pour s'en convaincre, de rappeler la façon dont Moscou a essayé en 2014, après l'adoption des sanctions occidentales à la suite de la crise ukrainienne, de solliciter des crédits auprès des monarchies arabes du Golfe. Sans grand succès, d'ailleurs : à cette même époque, ses désaccords avec ces pays sur le dossier syrien empêchaient tout rapprochement réel.

Parallèlement, ces dernières années, à mesure que se dégradaient les relations de la Russie avec les États-Unis et l'Union européenne, Moscou a eu de plus en plus tendance à voir de nouveau dans cette région une zone de la confrontation russo-occidentale. On assiste donc au retour de la vision « soviétique » du Moyen-Orient — à ceci près qu'à l'époque de la guerre froide, Moscou avait des relations d'alliance avec ses « clients traditionnels », notamment la Libye, la Syrie, l'Algérie, l'Égypte, l'Irak et le Yémen. De tous ces pays, seule la Syrie conserve encore des liens « traditionnels » avec la Russie, tandis que les autres n'entretiennent avec Moscou qu'une relation purement économique, les pays arabes pouvant désormais librement choisir leurs partenaires dans les domaines militaire et économique, sans devoir obéir à la logique des « blocs » qui prévalait auparavant.

La priorité donnée par la Russie à l'aspect politique au détriment de l'aspect économique se manifeste donc vis-à-vis de la Syrie, mais aussi vis-à-vis de l'Iran. De toute évidence, Moscou a l'intention de consolider son partenariat avec le régime des mollahs, dont le positionnement international est, au moins formellement, défini par de puissants sentiments anti-occidentaux. Le ministère russe des Affaires étrangères considère l'Iran comme un pôle important du futur « monde multipolaire³ ». Les deux pays peuvent à la fois élaborer une relation économique mutuellement profitable et un certain degré de coordination politico-militaire. Et cela, en dépit du fait que le retour de l'Iran sur le marché de l'énergie après la levée des sanctions qui le visaient contribue à la baisse des prix mondiaux des principaux produits d'exportation de la Russie (le pétrole et le gaz) et réduit les volumes d'exportation de ces produits vers l'Europe. Telle est aujourd'hui la symbiose des motivations de la politique moyen-orientale de la Russie et des outils qu'elle a à sa disposition.

3. « Rossijskij èkspert: Iran i Rossiâ – osnovnye polûsa mnogopolârnogo mira » [Expert russe : l'Iran et la Russie sont deux pôles majeurs d'un monde multipolaire], Iran.Ru, 26 juin 2015, disponible sur : www.iran.ru ; V. Gordeev, « Vizit Putina v Iran zaveršilsâ odobreniem 35 sovместnyh projektov » [La visite de Poutine en Iran s'est soldée par la signature de 35 projets communs], RBK, 24 novembre 2015, disponible sur : www.rbc.ru.

En outre, on ne peut pas ignorer que la plupart des médias russes sous l'influence des autorités diffusent largement un discours nostalgique vantant la politique moyen-orientale de l'URSS, ainsi que les leaders de l'époque comme Saddam Hussein en Irak, Mouammar Kadhafi en Libye, la famille Assad en Syrie, etc. Ceux-ci sont présentés comme « des partenaires fiables de l'URSS dans le monde arabe ». Leur chute, essentiellement attribuée à l'action des États-Unis, est perçue comme la cause première de la propagation de l'islamisme radical dans la région. Une thèse simple est ainsi proposée à la population : la démocratie ne fonctionne pas dans les pays arabes, et les dirigeants autoritaires sont donc préférables à des systèmes islamistes.

Cependant, dans les faits, Moscou fait preuve de pragmatisme et accepte de collaborer avec tous les groupes au pouvoir dans la région. De ce point de vue, ses relations avec l'Égypte post-Printemps arabe sont parlantes. En effet, en 2012-2013, Moscou a su s'entendre avec l'islamiste modéré Mohamed Morsi, en dépit de l'interdiction formelle en Russie de la confrérie des Frères musulmans ; et depuis son renversement, Moscou coopère encore plus étroitement avec le maréchal Abdel Fattah Al-Sissi, qui s'était initialement positionné aux niveaux politique et idéologique comme l'antipode de l'islamiste Morsi⁴.

Ce pragmatisme est tout à fait caractéristique de la présidence de Vladimir Poutine. Rappelons qu'à son arrivée au Kremlin en 2000, il voyait ses partenaires au Moyen-Orient à travers le prisme de la lutte contre le terrorisme, sa priorité absolue dans le contexte de la seconde guerre de Tchétchénie. C'est en bonne partie l'agenda anti-terroriste qui a permis un rapprochement significatif entre la Russie et Israël, notamment après les attentats du 11 septembre 2001. Un rapprochement qui a d'ailleurs suscité une certaine inquiétude dans les milieux arabisants de Moscou (aussi bien au sein de la communauté des experts qu'au ministère des Affaires étrangères). Ainsi, par exemple, en mai 2001, Evguéni Primakov, à l'époque leader de la fraction parlementaire de « Patrie – Toute la Russie » à la Douma, a effectué avec l'accord du Kremlin une « tournée d'explication » dans plusieurs pays arabes. De nombreux analystes ont interprété sa mission comme une tentative de faire de nouveau de la Russie un contrepoids aux États-Unis et à l'Occident dans le monde arabe — dans l'esprit de sa célèbre décision, en 1999, de faire demi-tour à l'avion qui l'emmenait à Washington pour protester contre le déclenchement des

4. « Putin podderžal generala Sisi v bor'be za prezidentstvo » [Poutine a soutenu le général Al-Sissi dans la course présidentielle], *BBC*, 13 février 2014, disponible sur : www.bbc.com ; « Egypt's Sisi Vows Muslim Brotherhood "Will Not Exist" », *BBC*, 6 mai 2014, disponible sur : www.bbc.com.

bombardements de l'OTAN sur l'armée serbe. Il faut aussi souligner que plusieurs déclarations faites par Primakov lors de cette tournée n'ont pas été toujours bien perçues au sein du ministère russe des Affaires étrangères⁵.

À partir du milieu des années 2000, Evguéni Primakov — même si sa fonction officielle n'était pas directement liée aux affaires étrangères (il était à l'époque président de la Chambre de commerce et d'industrie) — semble exercer une influence déterminante sur la définition de la politique du Kremlin au Moyen-Orient. Cela s'explique par plusieurs facteurs : premièrement, sa notoriété en tant qu'expert de la région, à la fois théoricien et praticien (il avait été ministre des Affaires étrangères quelques années plus tôt) ; deuxièmement, ses nombreux liens dans les hautes sphères du pouvoir russe, notamment au ministère des Affaires étrangères, où après son départ, il restaient plusieurs de ses fidèles ; troisièmement, et c'est probablement le facteur le plus important, la distanciation croissante entre le Kremlin et l'Occident depuis la « Révolution orange » en Ukraine en 2004. C'est pour cette raison que le Kremlin a eu recours à la « ligne Primakov », ce qui ne signifie pas pour autant que ce dernier aurait toujours été directement impliqué dans l'élaboration de la politique russe au Moyen-Orient. En outre, sur certains grands dossiers régionaux, la vision de Primakov se distinguait nettement de celle des autorités officielles. Par exemple, il ne partageait absolument pas l'idée selon laquelle le Printemps arabe aurait été « provoqué par des forces extérieures », au premier rang desquelles les États-Unis. Il estimait au contraire que les États-Unis, de même que la Russie, avaient été pris de court par l'ampleur des mouvements de protestation survenus dans les pays arabes⁶.

Si en 2004-2005 ces dissensions avec l'Occident s'exprimaient surtout dans la rhétorique des dirigeants russes⁷, en janvier-février 2006, Moscou

5. A. Sborov, « Evgenij Primakov zagovoril proarabski » [Le discours pro-arabe d'Evguéni Primakov], *Kommersant*, 20 juin 2001, disponible sur : www.kommersant.ru.

6. Ainsi, interrogé par un correspondant de la *Rossiïksaïa Gazeta*, Evguéni Primakov a tenu les propos suivants : « Ce fut une surprise totale. Et pas seulement pour moi ; pour tout le monde ! Pour les Américains, pour les Européens, pour les Arabes eux-mêmes... Des protestations contre un régime autoritaire dans un pays donné semblaient possibles ; on pouvait même s'attendre à ce qu'un renversement de régime se produise ici ou là. Mais qu'une vague aussi puissante balaie toute la région, personne ne l'avait imaginé... »

V. Snegirev, « Očen' Bližnij Vostok » [Très proche Orient], *Rossiïskaïa Gazeta*, 8 août 2012, disponible sur : <http://rg.ru/2012/08/08/vostok.html>.

7. Par exemple, après les prises d'otages du théâtre de la Doubrovka en octobre 2002 et à l'école de Beslan en septembre 2004, V. Poutine a évoqué le « soutien de Washington aux terroristes actifs en Russie ». Voici ses mots : « Nous n'avons pas compris toute la complexité des processus qui se produisent actuellement dans notre pays et dans le monde... Nous avons fait montre de faiblesse. Or les faibles se font frapper. Certains veulent nous arracher un "morceau bien gras",

a pour la première fois agi de façon concrète : le Kremlin a reconnu la victoire aux élections palestiniennes du Hamas, a rejeté l'accord préalablement passé dans le cadre du « Quartet pour le Moyen-Orient » (les États-Unis, la Russie, l'Organisation des Nations unies, l'Union européenne) sur l'instauration d'un boycott international à l'égard d'un gouvernement qui serait dirigé par le Hamas. Moscou a aussi refusé de considérer cette organisation comme étant terroriste et a même invité ses représentants à se rendre dans la capitale russe, ce qui fut fait en mars 2006 (par la suite, ces visites allaient devenir régulières).

En d'autres termes, comme à l'époque soviétique, c'est au Moyen-Orient que les désaccords entre la Russie et l'Occident ont commencé à s'incarner de façon concrète. Peu après, le fait que la Russie revenait en partie à la perception soviétique du Moyen-Orient a été confirmé une nouvelle fois : au cours de la « guerre des missiles » opposant Israël au Hezbollah (juillet-août 2006). La position russe dans la région et au-delà a été perçue à l'époque comme étant plutôt pro-Hezbollah et pro-Liban que pro-Israël, alors même que ce dernier avait subi une agression non provoquée de la part de son voisin du nord. Rappelons que l'un des reproches adressés par Israël et par l'Occident à la Russie reposait alors sur le fait que des missiles russes fournis au gouvernement de Bachar Al-Assad se retrouvaient par la suite entre les mains du Hezbollah, qui s'en servait contre les Israéliens. Un an plus tôt, dans une interview à la chaîne israélienne Channel-1, Vladimir Poutine avait déclaré qu'il continuerait de fournir à la Syrie des systèmes de missiles qui, selon lui, ne feraient que « rendre plus compliquée la tâche des forces aériennes israéliennes » sans pour autant bouleverser l'équilibre des forces dans la région. « Vous (les Israéliens) ne pourrez plus survoler la palais présidentiel de Bachar Al-Assad », avait souligné le président russe⁸.

d'autres les aident. Ils les aident en se disant que la Russie, en tant que l'une des plus grandes puissances nucléaires au monde, représente encore une menace. Et que cette menace doit donc être éliminée. Et le terrorisme, bien entendu, n'est qu'un instrument permettant d'atteindre ces buts. » Discours du président de la Russie Vladimir Poutine, 4 septembre 2004, disponible sur : <http://kremlin.ru>. Voir aussi le documentaire « Le Président », diffusé sur la chaîne Russia 1 le 26 avril 2015, disponible sur : <http://russia.tv>.

8. V. Poutine, « Rossijskie PZRK zaščitât Siriû ot Izrailâ » [Les missiles sol-air russes protégeront la Syrie d'Israël], RBK, 21 avril 2005, disponible sur : www.rbc.ru.

Le théâtre d'opérations syrien et le contexte intérieur russe

Si le Printemps arabe, qui a démarré en 2011, a dès le départ mis les pays occidentaux devant l'obligation de choisir entre le soutien au *statu quo* et l'adhésion aux principes démocratiques (« le peuple a le droit de se soulever contre la dictature et à former son propre pouvoir »), la direction russe, elle, n'a pas été confrontée à un tel dilemme. À Moscou, le Printemps arabe a surtout été perçu comme le résultat des « manipulations et ingérences des pays occidentaux » (un nouvel avatar des « révolutions de couleur⁹ ») visant à faire évoluer le monde arabe d'une manière conforme aux « intérêts stratégiques de l'Occident ». Dès lors, tout en affichant une neutralité de façade (la non-intervention lors des événements du Printemps arabe), le Kremlin a globalement adopté une attitude critique envers ces mouvements de protestation. Fidèle à cette logique que l'on pourrait résumer par la formule « les mouvements de protestation sont illégitimes, alors que le pouvoir (dictateurs et autocrates) est légitime », Moscou ne s'est ouvertement positionnée en appui du pouvoir en place que dans un seul pays : la Syrie.

Pourquoi est-ce spécifiquement dans ce pays-là que Moscou a décidé de s'impliquer dans le conflit interne, en démontrant qu'aux yeux de la Russie les calculs géostratégiques sont prioritaires par rapport à tous les autres ? Les arguments liés au besoin de la Russie de continuer de disposer de sa base navale de Tartous, ou encore aux « relations particulières » entretenues depuis des décennies par Moscou et Damas expliquent beaucoup de choses, mais pas tout. Il suffit de rappeler que, aux premières étapes du conflit, les leaders de l'opposition syrienne ont essayé de convaincre la Russie de soutenir le mouvement de protestation contre le

9. Voici par exemple ce qu'a déclaré à ce propos le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov en octobre 2012 : « Le "Printemps arabe", c'est le résultat de ce qu'avait semé en son temps George W. Bush en développant le concept de "Grand Moyen-Orient" et de la démocratisation de tout cet espace. Aujourd'hui, nous en récoltons les fruits parce que cette obsession pour des changements imposés de l'extérieur et réalisés selon des recettes élaborées à l'étranger ne reposait sur aucun plan à long terme, ni même sur des prévisions et estimations à moyen terme ». Pour en savoir plus, voir V. Vorob'ev, « Za i PROtiv. Sergej Lavrov o vnešnepoličeskih vragah, o vozmožnoj vojne meždu SŠA i Iranom i mnogom drugom » [Pour et contre : Sergueï Lavrov sur les ennemis politiques extérieurs, sur la possibilité d'une guerre entre les États-Unis et l'Iran et sur beaucoup d'autres choses], *Rossiskaïa Gazeta*, édition fédérale, N° 5918 (245), 24 octobre 2012, disponible sur : <http://rg.ru>.

président Assad, s'engageant, une fois qu'ils seraient victorieux, à respecter tous les intérêts fondamentaux de la Russie dans le pays.

Il semble que la véritable explication de la position pro-Assad du Kremlin se trouve ailleurs. En effet, l'apogée de la crise syrienne (guerre civile), fin 2011-début 2012, a coïncidé avec une étape cruciale du changement de pouvoir en Russie, à savoir le retour au Kremlin de Vladimir Poutine. Ses chargées de communication ont alors mis sur un pied d'égalité les mouvements de protestation survenant dans les pays arabes et les contestations en Russie (la « Bolotnaïa¹⁰ »). Il en ressortait que tous ces mouvements étaient inspirés par les « comploteurs internationaux » (c'est-à-dire les États-Unis et l'Europe), et que l'Occident avait l'intention de « conquérir » dans un premier temps la Syrie avant de « s'occuper de la Russie ». Dès lors, la préservation du « pouvoir légitime de Bachar Al-Assad » en Syrie répondait aux intérêts fondamentaux de la Russie. Ainsi, le soutien à Assad était présenté par la télévision russe comme une façon pour la Russie souveraine de se défendre contre un « Occident agressif ». Au fond, il s'agissait de l'application d'une méthode politique bien connue visant à mobiliser la société : « l'unité nationale face à une menace extérieure ».

Mais le fait de voir le conflit syrien comme une confrontation entre le pouvoir légitime de Bachar Al-Assad et une « agression extérieure » (provenant d'abord de l'Occident, puis des terroristes djihadistes de l'État islamique) consistait à ignorer des « détails » comme la controverse séculaire entre sunnites et chiites en Syrie et dans l'ensemble de la région. Il semblerait que c'est ce que Vladimir Poutine avait en tête quand il déclara que, de son point de vue, le conflit syrien n'était pas une question sunnito-chiite, mais un combat pour le rétablissement de la souveraineté de la Syrie contre ses ennemis extérieurs et leurs « suppôts » à l'intérieur du pays¹¹. C'est pourquoi la télévision russe présente presque toujours la situation en Syrie d'une façon extrêmement manichéenne : le gouvernement légitime de Damas fait face à des forces qualifiées de « terroristes » dont une partie (l'« opposition modérée ») est soutenue par l'Occident.

10. S. Neverov, « Počemu v Rossiû ne pridet arabskaâ vesna » [Pourquoi le printemps arabe n'arrivera pas jusqu'en Russie], *Nezavisimaïa Gazeta*, 10 février 2012, disponible sur : www.ng.ru.

11. « Putin v èksklûzivnom interv'û: Rossiâ mirolûbiva, samodostatočna i ne boitsâ terroristov » [Interview exclusive de Poutine : la Russie est pacifique, auto-suffisante et ne craint pas les terroristes], *Vesti.ru*, 11 octobre 2015, disponible sur : www.vesti.ru ; « Putin: RF ne budet vvâzyvat'sâ v mežreligioznye konflikty v Sirii » [Poutine : la FR ne se mêlera pas des conflits inter-religieux en Syrie], RIA Novosti Ukraine, 11 octobre 2015, disponible sur : <http://rian.com.ua>.

Ainsi, dans ce combat « du Bien contre le Mal » en Syrie, la Russie défend – à ses yeux – une juste cause. Quant à l'Occident et à ses alliés régionaux (la Turquie en tant que membre de l'OTAN et les monarchies arabes du Golfe), ils se trouvent plutôt du côté du Mal dans la mesure où ils soutiennent les forces qui s'opposent au « pouvoir légitime de Bachar Al-Assad ». Cette présentation binaire des choses s'accompagne d'un effort propagandiste constant qui vise à diffuser l'idée qu'il existe un certain lien entre, d'une part, des alliés des États-Unis, tels que la Turquie et l'Arabie saoudite et, d'autre part, les groupes terroristes État islamique et Front Al-Nosra. D'ailleurs, on entend régulièrement à Moscou des déclarations accusant directement Washington d'avoir « participé à la création » de ces groupes terroristes. Ces propos sont généralement tenus à la télévision par des députés ou par des experts pro-Kremlin, mais rarement par des représentants haut placés du pouvoir exécutif. Ce qui ne change rien au fond de l'affaire : la thèse selon laquelle derrière les mouvements terroristes cités ci-dessus se trouvent des « sponsors occidentaux et moyen-orientaux » est largement partagée dans les cercles du pouvoir en Russie.

On voit que la présentation de ce qui se passe actuellement en Syrie est « ajustée » autant que possible à la façon dont le grand public russe perçoit la politique étrangère de la Russie dans son ensemble : « le pays défend sa souveraineté en s'opposant à l'agressivité de l'Occident sur tous les fronts » – que ce soit en Ukraine ou en Syrie. Ces clichés sont fort éloignés des réalités, notamment syriennes, où l'on assiste à la superposition simultanée de plusieurs conflits, à savoir la lutte d'une partie du peuple syrien contre le régime autoritaire de Bachar Al-Assad (lutte pour la démocratie) qui se manifeste également en matière religieuse par la confrontation entre la majorité sunnite de Syrie et la minorité alaouite-chiite au pouvoir à Damas (confrontation sunnite-chiite) ; et, enfin, la lutte des Syriens (à la fois l'armée d'Assad et l'opposition, y compris les islamistes modérés) contre les djihadistes venus de l'étranger que sont les groupes terroristes État islamique et Front Al-Nosra.

Il semble que la domination de cette vision manichéenne complique significativement le travail de la diplomatie russe, qui doit chercher des partenaires de négociation notamment parmi les adversaires syriens du régime d'Assad, dont la majorité, rappelons-le, sont officiellement qualifiés par la télévision moscovite de « terroristes ». Ainsi, par exemple, la déclaration partant sur la nécessité de prendre en compte l'opposition syrienne, faite par le vice-ministre russe des Affaires étrangères Mikhaïl Bogdanov, en décembre 2012, a eu un grand retentissement. « Il faut regarder la réalité en face : la tendance actuelle, c'est que le régime et le

gouvernement de la Syrie perdent le contrôle d'une partie de plus en plus étendue du territoire national. Malheureusement, on ne peut pas exclure la victoire de l'opposition syrienne. » Ces propos ont provoqué une levée de boucliers à la Douma et, en partie, au Kremlin, ce qui a conduit le ministère des Affaires étrangères à désavouer officiellement la déclaration de M. Bogdanov¹².

12. S. Smirnov, « Rossijskij MID posčital nesuščestvujuščim zaâvlenie Bogdanova po Sirii » [Le ministère russe des Affaires étrangères a jugé inexistante la déclaration de Bogdanov sur la Syrie], *Vedomosti*, 14 décembre 2012.

Entre dogme et réalité

Il faut souligner qu'il serait pourtant erroné de croire qu'à Moscou on ne comprend pas ce qui se passe réellement en Syrie. Certains milieux font preuve d'une grande finesse d'analyse et tentent d'élaborer des solutions qui seraient efficaces sans infirmer pour autant la perception manichéenne officielle du conflit.

Ainsi, on ne nie pas à Moscou qu'il sera nécessaire de procéder à une libéralisation (démocratisation) raisonnée du régime syrien, mais on considère qu'il est indispensable que Bachar Al-Assad prenne part à ce processus. Et l'on cite des exemples de mesures prises en ce sens : l'élection présidentielle de l'été 2014, qui aurait « proposé à la population une véritable alternative » ; la légalisation à Damas de plusieurs groupes d'intellectuels critiques envers le régime ; la libération d'une partie des prisonniers politiques, etc.¹³

Mais l'action la plus significative, de ce point de vue, a été la tentative, en 2015, de créer un « forum moscovite » pour accueillir des négociations inter-syriennes et former une « opposition acceptable pour Assad ». Deux rencontres ont eu lieu à Moscou entre les représentants de l'« opposition patriotique » de la Syrie, l'objectif étant de les impliquer par la suite dans un processus de négociations avec le gouvernement syrien. Ces rencontres ont réuni des membres de l'« opposition légale », à savoir des intellectuels et hommes d'affaires résidant à Damas et enclins à ne critiquer que certains aspects de la politique de Bachar Al-Assad, mais pas son régime dans son ensemble. Les groupes relevant d'une véritable opposition, rassemblés au sein de la Coalition nationale, ont ignoré les nombreuses invitations du ministère russe des Affaires étrangères à prendre part aux discussions du « forum moscovite ».

Finalement, cette tentative de créer à Moscou un « groupe patriotique de politiciens syriens d'opposition » et d'en faire un partenaire de négociations avec le gouvernement d'Assad n'a pas été couronnée de succès. Le maximum que l'on puisse attendre du processus de négociations qui est actuellement organisé sous l'égide de l'ONU est que certains

13. « Interview du vice-ministre russe des Affaires étrangères Guennadi Gatilov au magazine allemand Der Spiegel publiée le 14 février 2016 », Ambassade de la Fédération de Russie en République fédérale allemande, 15 février 2016, disponible sur : <https://russische-botschaft.ru>.

représentants de l'« opposition de Damas » soient incorporés aux négociations avec le gouvernement d'Assad qui sont en cours à Genève, soit en qualité de « troisième force », soit dans le cadre d'une délégation unie de l'opposition syrienne. Il convient de rappeler que les principaux groupes d'opposition destinés à participer à ce processus ont été formés à Riyad. Ce sont des représentants des groupes rebelles qui affrontent le régime d'Assad et l'État islamique sur le champ de bataille.

On mesure également à Moscou toute la portée de la dimension sunnite-chiite du conflit syrien. Cela se manifeste notamment par les visites régulières en Russie de représentants des familles royales des monarchies arabes du Golfe, qui sont souvent reçus au plus haut niveau de l'État. Ils prennent parfois l'initiative de prendre le contact avec Moscou, notamment afin de tenter de convaincre la direction russe de changer de position dans le conflit syrien (c'est-à-dire cesser de soutenir Bachar Al-Assad et prendre ses distances vis-à-vis de l'Iran) en échange de dividendes et privilèges économique-financiers¹⁴. Il semble que la partie russe cherche à mettre de côté les aspects politiques de ces discussions pour se concentrer sur le côté économique de la relation avec les monarchies arabes. Moscou souhaite de toute évidence obtenir des avantages économiques de sa coopération avec les monarchies, mais pas au détriment de la priorité qu'elle donne à ses intérêts géopolitiques qui déterminent l'approche de la Russie à l'égard des enjeux du Moyen-Orient.

Il apparaît également que le Kremlin comprend que les fréquentes visites des monarques arabes ne sont pas dues uniquement à la volonté de discuter des sujets officiellement proclamés, mais aussi à leur déception à l'égard de la politique conduite par l'administration Obama. Cette déception a atteint son apogée au moment du « *deal* sur les armes chimiques » passé avec le gouvernement de Bachar Al-Assad qui a été formalisé à l'initiative de Moscou au Conseil de sécurité de l'ONU fin 2013.

Pour développer : au lieu des bombardements et frappes de missiles sur les positions de l'armée syrienne promis par Obama en représailles de l'emploi massif d'armes chimiques dans une banlieue de Damas (août 2013), Washington a accepté, à la demande de Moscou, de se contenter de la liquidation des réserves d'armes chimiques aux mains du régime, et a passé un accord avec ce dernier, ce qui revenait à reconnaître en Bachar Al-Assad, jusqu'alors qualifié de personnage « indigne », une partie prenante fondamentale de cet accord. Les responsables politiques des monarchies arabes jugent que cette marche arrière a provoqué sur le

14. « Saudovskij princ Bandar pred'âvlâl Putinu ul'timatum ? » [Le prince saoudien Bandar a-t-il donné un ultimatum à Poutine ?], *CentrAsia*, 27 août 2013, disponible sur : www.centrasia.ru.

champ de bataille un processus de radicalisation de l'opposition anti-Assad, un renforcement et une nette montée en puissance du groupe terroriste État islamique et une offensive couronnée de succès de l'armée d'Assad contre ses adversaires. En d'autres termes, les monarques arabes, déçus par la position de Washington, ont essayé d'améliorer leurs relations avec la Russie, perçue comme un pôle de puissance avec lequel il faut compter¹⁵.

15. S. Erlangerdec, « Saudi Prince Criticizes Obama Administration, Citing Indecision in Mideast », *The New York Times*, 15 décembre 2013, disponible sur : www.nytimes.com ; M. Weiss, « Russia's Return to the Middle East », *The American Interest*, 13 décembre 2013, disponible sur : www.the-american-interest.com.

Les multiples usages de l'attaque aérienne

Les objectifs officiels de l'opération des forces spatiales et militaires (VKS) russes en Syrie, qui a démarré en septembre 2015 et a formellement pris fin le 14 mars 2016, consistaient à « combattre les groupes terroristes » et à « renforcer les positions de Bachar Al-Assad en tant que partenaire dans la lutte contre le terrorisme ». Il apparaît cependant que l'opération visait également à changer le rapport des forces sur le terrain en faveur du gouvernement syrien, de façon à renforcer ce dernier en vue des pourparlers à venir. Moscou a profité à la fois du vide politique (échec du processus de négociations « Genève 2 ») et du vide militaro-stratégique (l'absence sur le territoire de la Syrie de bases militaires des pays de la coalition internationale conduite par les États-Unis et de zones d'exclusion aérienne pour l'aviation syrienne et donc aussi pour l'aviation russe). Après la destruction d'un bombardier russe par des chasseurs turcs en octobre 2015, les forces russes ont déployé dans la région de Lattaquié des systèmes de missiles sol-air, ce qui a de facto interdit le survol de l'ouest de la Syrie aux avions de la coalition. Par cette décision, la Russie s'imposait comme un facteur militaire de premier plan en Syrie.

Étant donné que la crise en Syrie a mis en évidence l'indécision et l'incapacité de la coalition occidentale et des pays arabes à régler ce problème (au plan humanitaire comme militaire), le déploiement dans ce pays des forces russes donnait à Moscou non seulement la possibilité d'afficher sa détermination (dans le cadre de sa propre interprétation de la nature de la crise) et sa puissance militaire mais aussi la capacité de faire de cette crise un facteur de renforcement de la position russe sur la scène internationale dans un nouveau contexte géopolitique. Il est logique de supposer qu'en s'impliquant dans la crise syrienne, Moscou escomptait notamment en retirer un avantage à première vue « secondaire » : une nette amélioration des relations entre la Russie et l'Occident y compris sur le dossier ukrainien sur fond de « lutte commune contre le terrorisme ». Au minimum, cette implication devait permettre à la Russie de surmonter l'isolement politique mondial dans lequel elle s'était retrouvée à la suite du conflit ukrainien.

Mais il est rapidement apparu que la vision russe de la situation en Syrie différait grandement de celle de la coalition anti-État islamique

conduite par les États-Unis. Rappelons que dès les premiers jours de l'opération aérienne, les leaders des pays occidentaux et des monarchies arabes se sont mis à accuser la Russie de frapper non pas les positions des terroristes de l'EI et du Front Al-Nosra, comme cela avait été spécifié en septembre lors d'un entretien des présidents russe et américain, mais celles des rebelles syriens modérés, ennemis du régime d'Assad. Autrement dit, les Russes ont été accusés de bombarder les alliés de la coalition internationale, ceux-là mêmes qui devaient à terme, selon la coalition, finir par remplacer le régime d'Assad par la voie politique (à la suite d'un processus de négociations). Une théorie a fait florès dans les cercles politiques des pays de la coalition : la véritable stratégie de Moscou en Syrie reviendrait à affaiblir au maximum, voire détruire entièrement, les groupes de rebelles anti-Assad sur le champ de bataille, de sorte de présenter à la communauté internationale ce même tableau manichéen selon lequel il n'y a que deux acteurs dans le drame syrien — Assad d'un côté, les terroristes de l'EI de l'autre.

Cette perception a incité les pays de la coalition internationale à rejeter de facto toute coopération avec la Russie. Ce qui a selon toute vraisemblance mis fin à l'espoir de Moscou de se rapprocher de l'Occident sur le dossier ukrainien. Il convient également de rappeler à cet égard que le prix de l'implication russe dans le conflit syrien s'est accru du fait des actes terroristes dont la Russie a été récemment la cible (l'explosion d'un avion de ligne transportant des touristes russes au-dessus du Sinaï et d'autres incidents de nature terroriste, de moindre ampleur), ainsi que la destruction par des chasseurs turcs d'un bombardier russe SU-34, qui a provoqué la mort de deux personnes. En plus des confrontations déjà citées qui se superposent en Syrie, un nouveau conflit, celui entre la Russie et la Turquie, est récemment apparu qui ne cesse de monter en tension. Il est peu probable qu'un tel développement ait été anticipé avant le début de l'opération russe puisque, formellement, Moscou et Ankara luttent contre le même ennemi, l'État islamique.

Il est important de souligner que dans cette nouvelle confrontation, la Turquie bénéficie d'un soutien des pays membres de l'OTAN, critiques vis-à-vis de l'action de la Russie en Syrie. D'où un approfondissement général des différends entre Moscou et l'ensemble de l'Alliance atlantique — non seulement au sujet de l'Ukraine, mais aussi au sujet de la Syrie. Parallèlement, la Turquie et l'Arabie saoudite (on peut parler ici de toutes les monarchies arabes du Golfe) ont renforcé leur coopération dans la lutte contre Assad et l'EI. Ankara et Riyad proclament notamment avoir élaboré leur propre « plan B » qui pourrait être mis en œuvre en cas d'échec du cessez-le-feu et du processus de négociations actuellement en cours à

Genève (« Genève 3 »). D'après les informations dont on dispose, ce plan prévoit toute une série d'actions militaires — jusqu'au déploiement au sol en Syrie de troupes turques et arabes en soutien des groupes rebelles modérés. Il est clair que la réalisation de ce plan représenterait une nouvelle étape de l'escalade du conflit syrien. C'est dans ce contexte qu'il convient d'analyser la décision de la Ligue arabe de qualifier le mouvement chiite Hezbollah (allié de la Russie en Syrie) d'organisation terroriste¹⁶. Cela offre une base politico-idéologique à un effort conjoint des pays arabes sur le terrain syrien sous le même prétexte que celui évoqué avant eux par la Russie : la « lutte contre le terrorisme ».

Tous ces développements ne sont guère favorables à la Russie : de toute évidence, le calcul d'après lequel les succès militaires provoqueraient des réalisations politiques était voué à ne donner que des résultats limités (la liquidation de la menace immédiate d'un renversement du régime Assad et l'appui à une certaine progression de ses troupes vers les centres stratégiques occupés par l'ennemi — Alep, Homs, Hama et d'autres, c'est-à-dire la création d'une dynamique offensive pour l'armée loyaliste). D'où une conclusion, selon laquelle il est aujourd'hui plus favorable pour la Russie, politiquement et stratégiquement, de passer au processus de négociations même au prix d'une pause de l'offensive couronnée de succès des troupes gouvernementales en Syrie, car il est probable qu'à l'étape suivante de l'escalade du conflit son coût pour la Russie augmentera sensiblement. En effet, le nombre de parties hostiles à la Russie pourrait s'accroître nettement. Il ne faut pas non plus s'étonner de la souplesse nouvelle de Moscou, qui pour obtenir le démarrage du processus de négociations est allée jusqu'à accepter la participation, aux côtés de l'opposition, de plusieurs organisations qu'elle a tendance à qualifier de « terroristes », comme Jaish Al-Islam, Ahrar Al-Cham et d'autres.

16. « Arab League Labels Hezbollah Terrorist Organization », *Reuters*, 11 mars 2016, disponible sur : www.reuters.com.

À la recherche d'une stratégie de sortie

Il n'y a pas lieu de douter du fait que, à Moscou, on a toujours considéré qu'une solution durable du conflit syrien ne serait possible qu'à l'issue d'un processus de négociations inter-syriennes. Mais dès le départ, cet objectif a buté sur une question fondamentale : qui doit prendre part à de telles négociations de façon à ce que soient garantis le maintien de la présence russe en Syrie (avec ou sans Assad) et la préservation de ses intérêts stratégiques dans ce pays ?

Le scénario du « forum moscovite » (c'est-à-dire des pourparlers entre le gouvernement Assad et une opposition « confortable » pour lui, prête à s'entendre avec les autorités) était voué à l'échec, puisqu'il a été rejeté par les rebelles syriens et par tous les pays arabes. Cela s'est particulièrement vu à l'issue du second round de négociations à Moscou en avril 2015, quand il est apparu que même les représentants de l'« opposition damascène » avaient des différends entre eux¹⁷.

Cette évolution a coïncidé dans le temps avec une nette intensification des opérations militaires des rebelles contre les troupes gouvernementales en Syrie. La menace sous laquelle s'est alors retrouvé le gouvernement Assad à Damas a été l'une des raisons principales du début de l'intervention aérienne russe, menée en coopération avec les actions au sol des troupes loyalistes syriennes, de l'Iran et du Hezbollah. Par ce coup de force, Moscou espérait créer des conditions plus favorables aux négociations qui pourraient entériner les succès obtenus sur le terrain.

Mais cette stratégie s'est révélée politiquement très coûteuse : l'Occident et les pays arabes ont intensifié leurs critiques envers les opérations aériennes russes, accusant les militaires russes non seulement de frapper l'« opposition modérée », mais aussi de « bombarder à l'aveugle » certains sites, provoquant la mort de nombreux civils. Moscou, conteste ces allégations, mais ne peut pas les ignorer totalement. Les coûts militaires, politiques et en termes d'image sont lourds. La meilleure solution serait un début rapide des négociations selon un format acceptable

17. « Sirijcy v Moskve ne dogovorilis' o edinoglasii » [Les Syriens réunis à Moscou ne sont pas parvenus à l'unanimité], *BBC*, 10 avril 2015, disponible sur : www.bbc.com.

pour toutes les parties : elles s'effectueraient sous l'égide de l'ONU et avec une participation directe de la Russie et des États-Unis.

Cependant, le cap mis sur le cessez-le-feu et les négociations adopté à l'unanimité par les membres du Conseil de sécurité de l'ONU à travers la résolution 2268 du 26 février 2016 n'a pas suscité un grand enthousiasme parmi les partenaires de la Russie, que ce soit à Damas ou à Téhéran. Cela s'explique par plusieurs raisons, la principale étant la pause forcée de l'offensive fructueuse de leurs troupes terrestres dans plusieurs régions d'importance stratégique (Alep, Hama, Deraa).

La délégation gouvernementale syrienne est arrivée à Genève à la date indiquée, mi-mars (non sans quelques pressions de la partie russe) ; mais la veille, Damas avait entrepris plusieurs démarches que Moscou a interprétées comme contraires à la position russe lors des négociations. Bachar Al-Assad a notamment annoncé son intention de « reprendre la totalité du territoire syrien aux terroristes », un engagement publiquement critiqué par l'ambassadeur russe à l'ONU Vitali Tchourkine¹⁸.

Alors, quelles sont les conditions du règlement de la crise syrienne que la Russie pourrait accepter et présenter à sa population comme une « victoire » ? Avant tout, un accord sur des échanges directs entre les leaders de la Russie et des États-Unis : Moscou pourrait alors affirmer avoir « surmonté l'isolement politique de la Russie et forcé les États-Unis à reconnaître son importance sur la scène mondiale ». Deuxièmement, l'assurance que les positions de Bachar Al-Assad sont assez fortes aussi bien dans l'ouest de la Syrie qu'aux négociations de Genève. Troisièmement, le lancement officiel du processus de négociation. Quatrièmement, la mise en œuvre d'une série de mesures visant à prévenir de nouvelles pertes humaines et matérielles russes en territoire syrien.

Les trois premières de ces conditions ont été réunies à la mi-mars 2016, ce qui a permis à Vladimir Poutine de s'atteler à la réalisation de la quatrième — l'annonce du retrait partiel des effectifs russes de Syrie. Sur fond de dynamique offensive de l'armée d'Assad et du lancement formel des négociations à Genève, le décor était en place (« La Russie a forcé les parties à mener des négociations pacifiques ») pour que Moscou puisse présenter cette décision comme étant une « victoire », avant tout à l'intention du public russe. Cependant, la vraie raison de ce retrait semble résider dans la volonté, d'une part, de ne pas se laisser impliquer dans la probable étape suivante du conflit syrien, quand les pays de la région

18. « Russia Warns Assad Not to Snub Syria Ceasefire Plan », *Reuters*, 18 février 2016, disponible sur : www.reuters.com.

lanceront leur plan B, et, d'autre part, de réduire les critiques adressées à la Russie par la communauté internationale.

Il semble également logique de supposer que la décision de Poutine a été en partie provoquée par la tension apparue dans les relations de Moscou avec ses partenaires sur le champ de bataille, à savoir Damas et Téhéran ; ces derniers auraient essayé de faire pression sur la Russie pour l'inciter à les appuyer davantage dans leur offensive en Syrie¹⁹. C'est-à-dire qu'ils poussaient Moscou à entreprendre des actions susceptibles de provoquer en réaction la mise en œuvre par la Turquie et l'Arabie saoudite d'un plan B, ce qui provoquerait une escalade rapide du conflit. Dans ce contexte, la décision du retrait d'une « partie du contingent » apparaît comme un compromis à l'égard de Damas et de Téhéran : la « partie du contingent » qui demeure sur place est prête à accomplir certaines missions dans des situations extrêmes (par exemple en cas de reprise des hostilités, ce qui pourrait faire planer le danger d'une prise de Damas par les rebelles), mais dans le même temps les forces aériennes russes vont nettement réduire l'intensité de leur implication au quotidien et dans les offensives.

19. Z. Karam, « Moscow's Drawdown in Syria Sends a Strong Message to Assad », *AP*, 15 mars 2016, disponible sur : <http://bigstory.ap.org>.

Conclusion

La politique conduite par la Russie au Moyen-Orient au cours de quinze dernières années se caractérise par la combinaison de certains traits propres à l'approche soviétique traditionnelle (« zone de confrontation entre l'URSS/la Russie et l'Occident ») et l'approche opposée adoptée sous la présidence de Boris Eltsine (« l'économie d'abord, la géopolitique ensuite »). Une telle fusion permet à Vladimir Poutine d'adopter une attitude pragmatique vis-à-vis des problèmes de la région. Par exemple, la Russie peut s'opposer à l'Arabie saoudite en Syrie tout en coopérant avec elle dans le domaine de l'énergie ou des ventes d'armes.

Il reste que Moscou ne semble guère avoir de stratégie à long terme au Moyen-Orient. Ses actions sont, à bien des égards, dictées par le niveau de ses relations avec les grandes puissances mondiales, au premier rang desquelles les États-Unis. Il arrive même fréquemment qu'elles soient décidées en fonction des succès et des échecs de la politique régionale de Washington. Cela s'est particulièrement manifesté après la signature du « *deal chimique* » de 2013 : déçus par la position de Washington, ses partenaires arabes, ainsi qu'Israël, tentent régulièrement d'établir une bonne relation de travail avec Moscou, malgré leurs désaccords fondamentaux sur certaines questions clés (par exemple, les monarchies arabes s'opposent à la Russie sur la Syrie et sur l'Iran ; Israël – sur l'Iran, le Hamas et le Hezbollah, etc.).

La position de la Russie, et son intervention militaire dans le conflit syrien — qui s'expliquent en bonne partie par des considérations de politique intérieure du Kremlin — peuvent compliquer les relations de Moscou avec certains pays, notamment les monarchies du Golfe Persique. Ces relations vont-elles se dégrader ? La réponse dépend du déroulement et des résultats du processus de recherche d'une solution politique en Syrie. Plusieurs éléments semblent de nature à contribuer à une baisse de la tension : la décision de Moscou de retirer le gros de son contingent de Syrie ; l'annonce par la Russie qu'elle entend coopérer avec les monarchies dans le cadre de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) en vue d'une normalisation des marchés de l'énergie ; et le

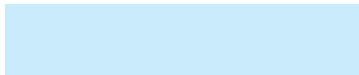
mécontentement ressenti par les élites arabes vis-à-vis de la politique de l'administration Obama.

Dans un avenir prévisible, le rôle de la Russie dans la région dépendra des résultats du règlement du conflit syrien, de la capacité de Moscou à adopter une position équilibrée entre Riyad et Téhéran (c'est-à-dire entre les sunnites et les chiites), ainsi que des principes de politique étrangère de l'administration américaine qui s'installera à la Maison-Blanche en 2017.

Les dernières publications de *Russie.Nei.Visions*

- ▀ Bobo Lo, « La Russie, la Chine et les BRICS : une illusion de convergence ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 92, février 2016, disponible sur : www.ifri.org.
- ▀ Lioubov Bisson, « Politique de l'immigration en Russie : nouveaux enjeux et outils », *Russie.Nei.Visions*, n° 91, janvier 2016, disponible sur : www.ifri.org.
- ▀ Leonid Poliakov, « Le "conservatisme" en Russie : instrument politique ou choix historique ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 90, décembre 2015, disponible sur : www.ifri.org.
- ▀ I. Timofeev, E. Alekseenkova, « L'Eurasie dans la politique étrangère russe : intérêts, opportunités, contraintes », *Russie.Nei.Visions*, n° 89, décembre 2015, disponible sur : www.ifri.org.
- ▀ I. Bounine, A. Makarkine, « État et milieux d'affaires en Russie », *Russie.Nei.Visions*, n° 88, novembre 2015, disponible sur : www.ifri.org.
- ▀ M. Korostikov, « Partir pour mieux revenir : les hauts fonctionnaires et les compagnies publiques russes », *Russie.Nei.Visions*, n° 87, août 2015, disponible sur : www.ifri.org.
- ▀ V. Milov, « Les nouvelles alliances énergétiques russes : mythes et réalités », *Russie.Nei.Visions*, n° 86, juillet 2015, disponible sur : www.ifri.org.
- ▀ I. Delanoë, « Les Kurdes : un relais d'influence russe au Moyen-Orient ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 85, juin 2015, disponible sur : www.ifri.org.

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou recevoir davantage d'informations), merci d'écrire à l'adresse suivante : campagne@ifri.org.



ifri

institut français
des relations
internationales